

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

14 mai 2021

## CONFIANCE DANS L'INSTITUTION JUDICIAIRE - (N° 4146)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° 797

présenté par

M. Morel-À-L'Huissier et M. Lagarde

-----

**ARTICLE 2**

I. – À l'alinéa 3, substituer aux mots :

« deux ans »,

les mots :

« un an ».

II. – En conséquence, rédiger ainsi l'alinéa 4 :

« L'enquête peut toutefois se prolonger des délais de recours éventuels lorsque le suspect ou le plaignant éventuel auront exercé des recours contre un refus de demande d'acte ou le suspect une demande de nullité d'un acte. À l'issue de ce délai, faute pour le procureur de la République de classer sans suite ou de prendre une décision de renvoi devant une juridiction de jugement ou une mesure alternative aux poursuites, une information judiciaire est ouverte. »

III. – En conséquence, supprimer les alinéas 5 à 7.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article 2 du projet de loi prévoit l'encadrement de la durée de l'enquête préliminaire à deux ans avec la possibilité de la prolonger d'un an, sur autorisation écrite du procureur de la République.

Si la mesure proposée par le projet de loi va dans le sens d'un meilleur encadrement de l'enquête préliminaire et d'un renforcement des droits de la défense, la durée de 2 ans proposée par l'article avec la possibilité de prolonger d'un an, est trop longue et, dans la pratique, peu opérante puisque la plupart des enquêtes durent moins de 2 ans (selon l'étude d'impact du projet de loi, 84, 7 % des

procédures sont clôturées dans l'année de leur enregistrement). En outre, aucune sanction n'est prévue dans le texte en cas de non-respect du délai rendant ainsi illusoire l'encadrement de l'enquête.

Le présent amendement propose donc que l'enquête préliminaire soit limitée à la durée d'un an prolongé des délais de recours éventuels lorsque le suspect ou le plaignant éventuel auront exercé des recours contre un refus de demande d'acte ou le suspect une demande de nullité d'un acte.

De plus, l'amendement prévoit qu'à l'issue de ce délai, faute pour le procureur de classer sans suite ou de prendre une décision de renvoi devant une juridiction de jugement ou une mesure alternative aux poursuites, une information judiciaire doit être automatiquement ouverte. En effet, l'automatisme de l'ouverture de l'information est préférable à un contrôle de la durée par un juge du siège qui semble illusoire faute de moyens et peu réaliste.